



Direction de la Jeunesse, de l'Éducation, de la Culture et des Sports

**ACTES DU COLLOQUE :**

« **NEUJ PRO 2014 – 13<sup>èmes</sup> Rencontres Nationales des Professionnels et Elus de la Jeunesse** »

**CONFERENCE A**

**Sensibiliser à l'importance du vote**

**Intervenante :**

**Céline BRACONNIER**, professeure des universités en sciences politiques à l'université de Cergy-Pontoise et à Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye

**Animateur :**

**Frédéric PAIRAULT**, délégué général de l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ)

**Frédéric Pairault, délégué général de l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ) :** Bonjour à toutes et à tous. Bienvenue à Vichy dans cette salle Jaurès pour parler du vote des jeunes. On va accueillir Céline Braconnier qui est professeure des universités en sciences politiques à l'IEP de Saint-Germain-en-Laye. C'est un tout nouvel IEP, le 10<sup>e</sup>, pour aborder cette question du vote des jeunes et ce que par l'éducation on peut faire pour sensibiliser et favoriser l'expression démocratique des jeunes. À l'ANACEJ, nous avons entamé un travail sur le vote des jeunes en 2012 lors des élections présidentielles et législatives. Ce travail sur le comportement électoral des jeunes a continué lors des élections municipales et européennes de 2014 avec des chiffres toujours plus questionnants pour ne pas dire inquiétants. On aura l'occasion d'y revenir. Je voudrais illustrer ce propos liminaire avec deux chiffres. Le premier est celui de l'abstention aux deux dernières élections. 55% des moins de 25 ans se sont abstenus aux municipales et 73% se sont abstenus aux européennes. Ça pose le débat sur l'abstention des moins de 25 ans. Le deuxième chiffre que je voulais donner est que, dans les 73% de jeunes qui se sont abstenus aux européennes, 93% ont répondu dans notre enquête que c'était par défiance du personnel politique qu'ils avaient fait le choix de ne pas aller voter. Ils ne se sentaient pas en confiance. Ce sont les termes employés. Ce fort taux d'abstention et ce rejet du personnel politique nous questionnent, même si nous avons quelques espoirs. Même si le personnel politique est rejeté, la politique en tant que telle, l'engagement, le travail collectif sont des valeurs encore très fortes. On aura peut-être l'occasion de discuter de cette dichotomie : le rejet de la pratique électorale mais la politique et le vote sont encore des valeurs importantes. A l'issue de l'intervention de Madame Braconnier d'environ 45 minutes, on pourra échanger sur son intervention sur vos expériences et vos problématiques locales.

**Céline Braconnier, professeure des universités en sciences politiques à l'université de Cergy-Pontoise et à Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye :** Merci de m'accueillir ici pour parler de la démobilisation politique et spécifiquement électorale. En effet, la politique recouvre d'autres comportements que le seul vote et la seule participation électorale. Mais le vote occupe pour plein de raisons une position particulière. Je voudrais commencer par réagir aux chiffres qui viennent de vous être donnés pour vous demander de faire attention quand on parle du vote des jeunes, de l'engagement citoyen, de la mobilisation politique. Il y a ce que déclarent les jeunes qu'on interroge qui n'est pas exempt d'influence. Les jeunes sont soumis à l'air du temps, aux normes civiques qui vont les pousser à dire que les politiques les intéressent, que si les politiques étaient moins corrompus ils

voteraient. A chaque fois qu'on travaille sur les comportements politiques en s'arrêtant aux déclarations, il faut prendre ces déclarations avec des pincettes. Ça ne mange pas de pain de dire que si c'était différent on s'engagerait. Je ne dis pas qu'il n'y a pas de raisons politiques et qu'il n'y a pas, dans la désaffection à l'égard du politique notamment chez les jeunes, de raisons liées au comportement des élus. Je dis que cette explication est insuffisante. Les jeunes dans leurs déclarations ne donnent pas la vérité de leur comportement. On a des données très solides sur les pratiques, sur les contextes dans lesquelles ces pratiques sont adoptées qui nous permettent de mettre à distance ces déclarations. Elles ont un sens, mais elles ne suffisent pas à expliquer les comportements. Je voulais commencer par dire ça parce que je vais vous parler de la démobilisation électorale et des dispositifs qu'on peut mettre en place pour lutter contre cette démobilisation. Mais je pars de comportements qui sont effectivement adoptés et pas de déclarations. On est un certain nombre d'électoralistes depuis quelques années à avoir insisté sur la nécessité avec la hausse de l'abstention, avec l'importance qu'elle prend dans notre société, de réfléchir sur ce phénomène en partant de pratiques réelles et pas de déclarations. Il y a un vrai problème de sous déclaration de l'abstention qui fait qu'il est très difficile de travailler sur elle à partir de données de sondages. Je voulais commencer par vous dire de faire attention quand on parle de l'engagement politique des jeunes, souvent on a tendance, parce que c'est rassurant, à se dire que la jeunesse est toujours engagée, qu'elle s'engage autrement. C'est un discours qu'on entend beaucoup, qui plaît beaucoup aux journalistes. En effet, quand on insiste sur les chiffres terribles qui vous ont été rappelés en introduction, ça peut être décourageant. Dans le milieu associatif, dans le monde journalistique, on a tendance à attendre des éléments qui vont nous permettre d'espérer. Ça fait partie de l'analyse, mais ça ne suffit pas à raisonner sur l'abstention et à imaginer des dispositifs qui pourraient être efficaces pour lutter contre la démobilisation électorale qui est réelle. Les quelques chiffres qui vous ont été donnés doivent être remis dans le contexte. Quand on parle de la démobilisation électorale des jeunes, il faut dire qu'elle prend sens dans un contexte beaucoup plus large et qu'elle ne spécifie pas la jeunesse. Les jeunes sont démobilisés électoralement, c'est un fait. Mais ils suivent les tendances de la population générale. Il y a une démobilisation électorale indéniable, qui s'est accentuée au fil du temps, qui affecte la quasi-totalité des scrutins en France à raison de plusieurs points en fonction des élections. C'est une dizaine, une quinzaine, une vingtaine de points en une vingtaine d'années. Il subsiste l'exception de l'élection présidentielle qui est intéressante parce qu'elle montre que les jeunes comme les autres restent mobilisables. En 2012, la mobilisation chez les jeunes pour l'élection présidentielle a été moins forte qu'en 2007. Mais jusqu'à aujourd'hui, on a une élection capable de mobiliser même ceux qui disent ne pas s'intéresser à la politique dans ses aspects les plus institutionnels et électoraux. A part la présidentielle, c'est quand même une démobilisation massive. Dans les chiffres des législatives, l'abstention était multipliée environ par deux en deux décennies. Quand on ajoute les non-inscrits, c'est presque la moitié des électeurs qui ne votent pas pour l'élection de leurs députés. L'élection municipale qui a longtemps résisté du fait d'une bonne participation dans le monde rural est affectée par la hausse de l'abstention même si elle résiste plus que l'élection nationale des députés. Ça s'est vérifié en 2014 parce que la vie politique ne signifie pas la même chose dans les toutes petites communes et dans les communes urbaines et plus importantes. C'est aussi lié à l'organisation communautaire des villages qui rend plus facile l'identification des abstentionnistes et qui explique qu'on vote davantage et plus blanc dans les campagnes que dans les villes. En effet, il est encore difficile d'assumer publiquement l'abstention et l'organisation communautaire produit des effets. On le voit aux différentiels de participation dans les villes et dans les campagnes. Aux Etats-Unis de très belles expérimentations de terrain, dans un contexte réel, ont été faites. Elles montrent que la pression sociale fait voter. Si on introduit dans l'univers urbain des modes de contrôle de la participation, les gens votent. Alan Garber et Donald Green sont très connus pour leur « Field Experiment » en matière de participation électorale. Ils ont montré que lorsqu'on disait aux gens qu'on allait afficher dans leur hall d'immeuble leur participation à une élection, ils votaient plus. On gagnait 9 points de participation. Le contrôle social fait voter. Chez nous, cela se traduit par des élections municipales qui sont plus participationnistes à la campagne et grâce auxquelles on reste dans des niveaux de participation plus élevés pour ces élections que pour les élections législatives. Pour les élections européennes, c'est une catastrophe. Même s'il n'y pas eu d'augmentation cette année, la participation aux européennes s'est stabilisée à un niveau très bas. Le niveau d'abstention a très nettement augmenté depuis 1979. C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter la démobilisation des jeunes qui est à la tête du mouvement, qui mène la dynamique de démobilisation. Pour certaines élections municipales, on dispose d'enquêtes très solides de l'INSEE. Il faut s'appuyer sur ces enquêtes quand on travaille sur la participation. Le problème est qu'elles n'existent pas pour toutes les élections. L'INSEE est la seule institution en France qui constitue un échantillon de 40 000 votants et qui va sur les

listes d'émargement contrôler la participation des individus en croisant ces données de participation avec les données du recensement. Ces choses très solides nous permettent de réfléchir de façon très précise sur les comportements abstentionnistes. Les enquêtes INSEE ont montré qu'aux élections municipales de 2008 presque 60% des 18/24 ans se sont abstenus à l'élection municipale. En 2014, on n'a pas de données INSEE. On n'en aura pas parce que malheureusement l'INSEE n'a pas poursuivi ses enquêtes pour les élections européennes et municipales. C'est aberrant au niveau institutionnel. Dans notre pays, l'abstention explose et on vient de décider de ne faire des enquêtes INSEE sur la participation que pour les présidentielles alors que c'est l'élection qui pose le moins de problème parce qu'elle parvient encore à mobiliser massivement. On est obligé de raisonner à partir d'enquêtes par sondages qui sont moins fiables, mais qui s'ajustent en tenant compte des enquêtes INSEE précédentes. Les résultats obtenus sont à peu près cohérents. On peut supposer que ces enquêtes renvoient à des pratiques réelles. 59% d'abstentions chez les 18/24 ans aux dernières municipales et 73% aux dernières européennes, c'est conforme à ce qui s'était passé la dernière fois pour ce type d'élections. C'est une désaffection extrêmement forte, plus marquée chez les plus jeunes, mais qui s'inscrit dans un contexte de démobilisation globale. Pourquoi les jeunes s'abstiennent-ils davantage que le reste de la population ? Pourquoi sont-ils à la tête de cette démobilisation ? D'abord pour des raisons politiques. Ça vous a été dit en introduction. Les jeunes partagent avec le reste de la population ce désenchantement à l'égard de la politique, cette méfiance à l'égard des élus dont on entend parler au quotidien dans tous les journaux télévisés. C'est un peu devenu la tarte à la crème resservie à toutes les sauces. Il y a une défiance à l'égard des élus. Il y a une défiance à l'égard des comportements. Elle est, objectivement, alimentée par des comportements. Mais il n'y a pas de spécificité de défiance, de désenchantement, de peu d'intérêt des jeunes pour la politique. Quand on dit que 51% des jeunes s'intéressent peu ou pas à la politique, d'abord on pourrait regarder de l'autre côté et dire qu'il y en a la moitié qui s'y intéressent quand même un peu. C'est une façon de voir les choses. Je suis intéressée de voir comment on peut essayer de remobiliser ceux qui ne viennent plus voter. Je m'intéresse au non intérêt. Mais on peut regarder les chiffres de l'autre côté bien évidemment. La moitié des jeunes qui s'intéressent peu ou pas à la politique, c'est globalement les mêmes taux de désintérêt que pour l'ensemble de la population. Il n'y a pas de désintérêt des jeunes spécifiquement marqué. L'enquête réalisée par l'AFEV au début de l'année 2014 sur le rapport des jeunes à la politique montre qu'il y a un intérêt concernant la politique qui reste marqué et qui est inquiétant. Il ne se traduit pas encore dans les comportements de participation parce qu'il n'y a pas de comportement électoral différent entre les filles et les garçons. Il pourrait se prolonger dans les urnes à terme. Il traduit des différences d'intérêt déclaré pour la politique puisque les jeunes filles se disent moins intéressées que les garçons. Les jeunes ne votent pas parce que beaucoup ne s'intéressent pas. C'est logique, les gens qui s'intéressent à la politique vont voter. Ils suivent la campagne, en discutent avec l'entourage et se déplacent vers les urnes. On peut voter sans s'intéresser à la politique. Dans ces cas-là, d'autres mécanismes sont en jeu. Je vais y revenir. La participation politique est un effet d'âge. Ce n'est pas nouveau que les jeunes votent moins que les adultes plus âgés. La participation électorale prolonge d'autres formes de participation, d'intégration à la vie sociale. Ça a toujours été le cas. Ça prolonge l'intégration dans la vie professionnelle. Or aujourd'hui, les jeunes trouvent moins facilement du travail, notamment stable, qu'il y a 20 ans. Très logiquement, ça se traduit dans le retard pris dans l'habitude de voter. Ça a toujours existé, mais comme l'âge d'entrée dans le monde du travail et l'occupation d'un poste stable est reculé, voire inexistant pour un tas de jeunes, ça explique que les jeunes soient très largement abstentionnistes quand on les regarde à 24 ans. L'insertion professionnelle se prolonge dans la participation électorale. Ça se prolonge aussi dans la construction d'une vie familiale. L'engagement dans la fondation d'une famille a pour prolongement l'intérêt à l'égard de l'institution scolaire, à l'égard de la vie institutionnelle et de la vie politique. C'est traditionnel. On va devoir insister sur un autre élément qui a été mis en exergue assez récemment en France. C'est le rôle de la stabilité résidentielle dans la participation électorale liée à notre procédure d'inscription qui est catastrophique de ce point de vue-là. On a une procédure d'inscription d'office depuis le tournant des années 2000 pour les jeunes de 18 ans. Mais elle ne leur profite que l'année de leur 18<sup>e</sup> anniversaire et quand ils habitent encore chez leurs parents. Quand ces jeunes vont faire leurs études ailleurs, ils n'ont pas compris qu'ils devaient faire une démarche à la mairie et restent mal inscrits chez leurs parents. Ne pas voter dans l'endroit où on est inscrit est un obstacle rédhibitoire à la pratique électorale. Les étudiants, du fait de leurs ressources scolaires, devraient être des citoyens qui participent beaucoup aux élections comme les municipales et les européennes. Il y a une méconnaissance des institutions européennes chez les jeunes peu diplômés qui ne les comprennent pas. Mais chez les étudiants en droit qui au cours de leur première année se voient exposer ce que recouvrent les institutions européennes, on s'aperçoit que le

taux de participation aux européennes est aussi très faible. La jeunesse est maintenue à l'écart du vote quand elle est peu diplômée parce qu'il y a toujours eu un lien entre le faible niveau de diplôme et l'abstention, et quand elle est chômage. Par exemple dans les quartiers populaires autour de Saint-Denis dans le 93 sur lesquels je travaille beaucoup, la majorité des jeunes de 18 à 24 ans est au chômage. Ces jeunes-là sont prédisposés à s'abstenir du fait de leur situation à l'égard du travail et de leur faible niveau de diplôme. A cela s'ajoute l'abstention des étudiants qui ne sont pas prédisposés à s'abstenir et qui sont tenus à l'écart du vote par une procédure d'inscription sur les listes électorales particulièrement inadaptée à une société de mobilité. Enfin, il y a sans doute un effet de génération sur lequel on commence à travailler de plus en plus en France. Il n'est pas du tout sûr que les jeunes qui s'abstiennent aujourd'hui se mettent à voter comme le faisaient leurs aînés en vieillissant il y a 20 ans. L'effet de génération pourrait faire demeurer les abstentionnistes d'aujourd'hui plus abstentionnistes que les générations précédentes en vieillissant. Nous nous disons que nous n'en avons pas fini si nous n'agissons pas sur la dynamique de la démobilisation électorale. L'idée défendue par certains électoralistes est qu'aujourd'hui les jeunes ont une approche instrumentale du vote et non plus une approche morale. Le devoir de voter est moins prégnant aujourd'hui chez les jeunes. Quand on fait des enquêtes de terrain, on le mesure très facilement. Les personnes d'un certain âge culpabilisent de ne pas aller voter sans être forcément plus intéressées. Les personnes âgées qui vont voter aux municipales vous disent qu'elles n'y croient plus mais que pour rien au monde elles ne louperaient une élection. Les femmes disent qu'elles ont connu le temps où les femmes n'avaient pas le droit de vote. Certains sont imprégnés du devoir d'aller voter. Il y a encore beaucoup de sexagénaires qui vous parlent du vote en faisant un parallèle avec la messe. On y va le dimanche comme on allait à la messe avant. La culpabilité de l'abstention n'est plus aussi présente chez les jeunes qui ne se sentent pas tenus de rendre des comptes sur ce plan-là. Ils votent peu dans un contexte général où on vote peu. Mais ils ne font pas exception. Il y a deux éléments à préciser avant de réfléchir à ce qu'il faudrait faire. Bourdieu disait que la jeunesse n'est qu'un mot. Ce n'est pas n'importe quels jeunes qui s'abstiennent et qui votent. Ce ne sont pas les mêmes. Le niveau de diplôme est le critère le plus déterminant. Moins on est diplômé moins on participe à la vie politique et moins on vote. Je fais parfois des raccourcis entre vie politique et vote. Les répertoires d'action politique étant cumulatifs, ceux qui ne votent pas n'ont pratiquement aucune chance, surtout s'ils sont peu diplômés, de s'engager autrement en politique. Si on ne vote pas, on ne signe pas de pétition, on ne participe pas à des manifestations, des réunions publiques où on peut prendre la parole ce qui demande une assurance, des dispositions que les jeunes non diplômés n'ont pas. Le vote est la pratique qui reste la plus répandue, la plus facilement utilisable par le plus de monde. Du côté des réunions publiques ou des discussions politiques sur internet, on entend beaucoup parler du renouvellement de la vie démocratique par les réseaux sociaux. Ça permet aux jeunes diplômés, d'avoir un support de plus pour exprimer leurs opinions, pour implanter un débat qui va s'enrichir. Mais ça ne résout en aucun cas le problème des différences sociales de politisation et d'inégalité sociale face à la politique. En effet, les jeunes qui discutent de politique sur les réseaux sociaux sont les jeunes qui votent. Ce sont des jeunes très majoritairement diplômés et armés pour s'exprimer dans l'espace public. Ceux qui s'abstiennent et ceux qui participent ne sont pas exactement les mêmes, même si j'ai souligné l'exemple des étudiants avec l'obstacle de la procédure d'inscription. Il y a un autre élément important à rappeler. L'abstention des jeunes ne signifie pas que les jeunes ont coupé tout lien avec l'institution électorale parce que la plupart continue de se mobiliser pour les présidentielles. Dans notre pays, on a cette élection très particulière qui est beaucoup critiquée par les constitutionnalistes qui regrettent la personnalisation de la vie politique que ça induit. Mais du point de vue de la participation, on ne peut que constater que cette élection est capable de mobiliser massivement des populations qui, en dehors d'elle, ne s'expriment pas du tout. Les jeunes s'abstiennent de plus en plus, mais ils n'ont pas rompu tout lien avec les échéances électorales, ils ont une pratique électorale de plus en plus intermittente. C'est la réalité de l'augmentation de l'abstention aujourd'hui. Ce vote est de plus en plus limité à la participation à l'élection présidentielle. On peut regarder de près cette élection pour comprendre ce qui la différencie en matière de mobilisation des autres élections. Ça nous renvoie au phénomène de socialisation politique. Qu'est-ce qui fait qu'on va voter ou pas, qu'on va s'intéresser à la politique ou pas ? L'enquête de l'AFEV est la plus récente sur ces questions-là. Elle est intéressante sur l'usage des médias par les jeunes. Elle rappelle combien la télévision reste la source essentielle d'information politique pour les jeunes. Internet arrive très très loin derrière. Ce n'est pas une question d'équipement, c'est une question d'usage. Les jeunes qui ont internet à la maison, c'est dans tous les milieux sociaux, n'en font pas un usage politique. Ça renvoie au fait que le vote reste une pratique très collective. Quand on ne s'intéresse pas à la politique et qu'on a du mal à aller voter, a fortiori on ne le fait pas seul devant son ordinateur. On le fait si on est entraîné par des gens un peu

plus intéressés qui vont impulser une dynamique d'entraînement vers les urnes. C'est valable pour les médias. Quand on ne s'intéresse pas trop à la politique, on ne va pas aller chercher tout seul sur son ordinateur des renseignements sur les partis politiques ou la profession de foi de tel ou tel candidat. En revanche, on va participer à une conversation lancée par un copain qui aura suivi un débat la veille à la télévision. Le vote reste fondamentalement une institution collective capable d'entraîner vers elle ceux qui ne s'intéressent pas au quotidien à la politique, en tant que participants à une communauté. Cela explique aussi que les expérimentations dans les pays anglo-saxons pour tester le vote par mail ou par anticipation donnent des résultats intéressants, mais montrent qu'on ne modifie pas du tout le corps électoral. On n'arrive pas à faire voter par mail des gens qui ne votent pas habituellement. On permet à ceux qui votent d'habitude de le faire de façon plus confortable. Mais c'est toujours les mêmes. En effet, moins on s'intéresse à la politique, moins on est persuadé de l'intérêt du vote, plus on a besoin d'être entraîné par le groupe pour aller voter. La télévision reste le support d'information essentiel. C'est très important de remettre les pendules à l'heure à ce sujet. Il n'y a pas eu de campagne télévisée pour les européennes. Une campagne est mobilisatrice pour les jeunes qui ne s'intéressent pas à la politique uniquement si la télévision aux heures de grande écoute, dans les émissions non spécialisées est capable d'introduire le politique là où on ne s'intéresse pas à la politique. La télévision joue un rôle essentiel et les émissions grand public à la télévision en particulier. L'élection présidentielle en France a pour particularité d'être servie par une campagne médiatique de très haute intensité qu'on ne retrouve aucunement pour les autres élections, même les municipales, pour lesquelles c'est une catastrophe. La campagne des municipales a commencé très tardivement, très éclatée, très incompréhensible, avec des prises de position très peu clivantes. Cela explique que les campagnes électorales ne soient pas en elles-mêmes des dispositifs de mobilisation. Pour l'être, elles doivent passer par la télévision grand public aux heures de grande écoute. La télévision est le support d'information essentiel, mais elle ne suffit pas à mobiliser. Au moment des présidentielles, on peut difficilement faire abstraction. Quand on allume la télé, on tombe souvent sur un candidat, un commentaire. En 2007, c'était encore plus flagrant qu'en 2012. Suivre un débat ne conduit pas à participer. En revanche, le fait que la télévision relaie les discours politiques à des heures de grande écoute permet à plus de gens de suivre, même de très loin, la campagne. Ceux qui suivent qui sont intéressés a minima, qui ne vont pas zapper immédiatement ont une capacité d'entraînement sur ceux qui ne suivent pas du tout. On a fait des choses très intéressantes ces dernières années sur l'entraînement électoral qui joue au sein des groupes de pairs pour les jeunes. Avoir un copain qui s'intéresse plus à la politique que soi-même a un effet d'entraînement très fort sur la participation électorale. La télévision est capable d'activer ce qu'on a appelé, avec Jean-Yves Dormagen avec qui je travaille sur ces questions depuis très longtemps, les dispositifs informels de mobilisation électorale. La télévision a cette capacité d'activer les mécanismes d'entraînement qui ne sont pas institutionnalisés au sein des groupes d'amis, au sein des familles. Ils expliquent très largement l'importance de la mobilisation aux élections présidentielles. A l'élection présidentielle, une grande partie des gens votent sans s'intéresser, sans suivre, ils votent par entraînement. Ce sont les enfants avec leurs parents. Ce sont les femmes avec leur mari. On l'a contrôlé, ça continue d'être ça dans les milieux populaires. On a fait des études très précises qui montrent qu'il y a une conformité de la participation au sein des couples et au sein des familles élargies entre les parents et les enfants. Cela explique, notamment dans les quartiers populaires où le niveau d'intérêt pour la politique est assez faible, où le mécanisme d'entraînement au vote joue beaucoup, la très bonne mobilisation aux élections présidentielles. La télévision joue un rôle essentiel parce qu'elle active ces mécanismes d'entraînement informels. La campagne pour les européennes n'est pas capable d'activer ces dispositifs. Dans une famille, c'est le père qui va voter. Pour les élections présidentielles, il y a un effet d'entraînement familial. Le père entraîne tout le monde. Je caricature, mais on n'en est pas loin dans les milieux très populaires. Aux européennes, le père va voter tout seul s'il va voter. La télévision est nécessaire. Elle joue un rôle indirect. Elle active les mécanismes informels de mobilisation. La famille joue un rôle essentiel dans la mobilisation électorale. On comprend immédiatement les implications négatives que ça peut avoir. On est dans une période de très forte restructuration familiale, où les familles monoparentales, surtout dans les milieux populaires, tendent à augmenter. Des études américaines ont montré depuis une dizaine d'années que des familles monoparentales, majoritairement des mères avec leurs enfants, ne parviennent pas à entraîner leurs enfants vers l'institution électorale. L'entraînement parental est neutralisé par la dissolution du couple. Seul le père continue de voter. L'explication familiale à la participation aux présidentielles laisse de plus en plus de côté les familles monoparentales, les personnes isolées qui ne bénéficient pas de ces mécanismes d'entraînement. Aujourd'hui, les familles jouent un rôle essentiel dans la mobilisation électorale et dans la socialisation politique. Lorsque les familles sont politisées, tout va bien. Les familles transmettent à leurs enfants

l'intérêt qu'elles éprouvent pour la politique. Mais quand on est dans des milieux qui n'ont pas d'intérêt pour la politique, le seul héritage est l'indifférence. L'éloignement des urnes est maintenu. Ces très fortes inégalités ont toujours existé. La famille a toujours joué un rôle essentiel dans la socialisation politique et le vote a toujours été une pratique collective. Mais pendant une dizaine d'années, on a été aveuglé par cette mythologie républicaine qui veut que, lorsqu'on vote, on est tout seul avec sa conscience, qu'il n'y a personne pour vous influencer dans l'isoloir. C'est un mythe. La famille a toujours joué un rôle très important dans les comportements politiques et dans les pratiques politiques. Aujourd'hui dire que les familles jouent un rôle essentiel est d'autant plus problématique que c'est par elles que les inégalités face à la politique se perpétuent. En effet, pendant longtemps on a eu des mécanismes de compensation des inégalités politiques parce que les familles n'avaient pas le monopole de la socialisation politique. La France a été l'un des pays où dans les milieux populaires on a le plus voté et le plus longtemps. Pourquoi dans les années 70 en France alors qu'aux Etats-Unis on s'abstenait déjà largement les milieux populaires ont-ils continué de voter, notamment les milieux ouvriers ? C'est parce que dans les quartiers, au travail, dans les usines, il y avait des dispositifs associatifs partisans, syndicaux qui compensaient le peu d'intérêt exprimé pour la politique dans le cercle familial et qui offraient des ressources de compréhension aux individus du jeu politique, des repères politiques qui pouvaient être grossiers. Il ne faut pas s'imaginer les cellules du PC comme des écoles d'idéologie politique. C'était juste des endroits de socialisation au sein desquels un minimum de repères politiques était transmis, un minimum de clefs de compréhension était assuré. Et ils profitaient bien au-delà des cercles qu'ils fréquentaient. Aujourd'hui quand on va dans les quartiers populaires de la banlieue rouge où il n'y a plus de militants ni communistes, ni de gauche, ni aucun militant, pour la plupart ces quartiers sont devenus des déserts politiques, les anciens racontent que, quel que soit leur vote, ils connaissaient le militant de telle cellule qui était aussi le président de l'association de parents d'élèves, de l'amicale des locataires. Il y avait une sociabilité de quartier dans laquelle les figures militantes étaient très présentes et très connues de tous. Donc le jour du vote, le simple fait de voir cette figure-là entraînait au vote. Ces mécanismes associatifs compensaient les inégalités des familles face à la politique. Pourquoi aujourd'hui est-ce un problème que la socialisation politique familiale assure toujours ce rôle-là ? Parce qu'elle n'est plus compensée, parce qu'il n'y a plus rien d'autre. C'est la transmission des ressources familiales à l'état brut. L'espace public n'est plus là pour donner à des enfants qui évoluent dans des milieux où on ne s'intéresse pas à la politique, avec des parents étrangers qui ne connaissent pas bien la politique, une compensation puisque plus aucune institution n'est en charge de la délivrance des clefs de compréhension minimale de la politique. Il n'y a plus les dispositifs associatifs, mais il n'y a plus l'école. J'insiste là-dessus parce qu'en ce moment on entend beaucoup dire que l'école n'a pas à se mêler de politique, que l'école doit rester désengagée des missions civiques. Mais c'est une aberration. L'école républicaine est née de la nécessité de construire des citoyens. La mission civique de l'école, c'est l'école elle-même, c'est sa mission première, fondamentale. On va y revenir. Une circulaire de juillet 2014 adressée aux proviseurs des lycées par notre ministère rappelle que la mission de l'école, aussi importante que la transmission des savoirs, est la formation des citoyens. Le problème est que c'est de la déclaration et que les dispositifs ne suivent pas. Mais il y a réaffirmation très récente de cette mission-là. Aujourd'hui, l'école est complètement absente. Ce n'est pas les trois heures d'éducation civique par ci par là et ce n'est pas non plus l'heure dans l'année consacrée à la préparation des élections au conseil de la vie lycéenne qui vont changer quoi que ce soit. L'école républicaine n'est plus en mesure de former les citoyens. Cela fait que la seule véritable instance de socialisation politique et d'entraînement au vote est la famille avec les inégalités que ça génère. L'AFEV a fait une étude. Mais je me méfie des réponses à ce type de questions. On a demandé aux jeunes comment ils pensaient qu'on pourrait renouveler la vie démocratique. On leur a proposé plein de choses. Evidemment, ils sont d'accord avec tout. Ce n'était pas des réponses ouvertes. On leur a formulé des propositions. Il faut plus de femmes, il faut la reconnaissance du vote blanc, tout y passe, ils sont d'accord sur tout. Ça ne mange pas de pain. Il faut faire très attention à ce type de choses. Si je suis très honnête, je dis que je prends ces chiffres quand ils m'arrangent pour ma démonstration. Mais je ne leur prête pas plus de solidité que ça. Dans cette enquête, 78% des jeunes déclarent qu'ils voudraient que l'école leur permette davantage de comprendre la vie politique. Ce message m'a étonnée parce qu'il corrobore d'autres chiffres. Il n'y a que 7% des jeunes qui sont engagés dans des partis politiques ce qui correspond à peu près aux données dont on dispose par ailleurs. Mais à un moment de l'enquête, les jeunes disent aussi qu'ils aimeraient comprendre comment on entre dans les partis politiques, comment fonctionnent les partis. Ces chiffres montrent presque une conscience des jeunes qu'ils manquent d'informations et que leur distance avec les institutions est liée à ça en partie. Comment voulez-vous qu'on s'intéresse puisqu'on n'a pas vraiment les clefs ? Quand on leur demande

de se positionner sur un axe gauche/droite, souvent ils ont du mal. On peut l'interpréter en disant qu'ils rejettent la droite et la gauche. Mais ce n'est pas si simple. En réalité, ils ne comprennent plus vraiment. J'ai le souvenir d'un entretien que j'ai fait il y a une dizaine d'années dans le quartier des Cosmonautes où j'ai longtemps travaillé sur le rapport des jeunes aux politiques. Un des très beaux entretiens que j'ai faits était avec un jeune qui avait un bac technologique, qui était un athlète de haut niveau par ailleurs. Ce jeune était assez proche de la mairie. Il n'était pas coupé du monde institutionnel. Quand on lui a demandé ce qu'était pour lui la droite et la gauche. Il a commencé par répondre que la gauche c'était les Etats-Unis et la droite la Russie, puis que c'était l'inverse. Il avait 19 ans. Il a dû passer par ses cours d'histoire du lycée et par la guerre froide, les Etats-Unis et la Russie pour arriver à répondre à une question sur la droite et la gauche. Ces termes ne signifiaient rien dans sa vie quotidienne. Ce n'était pas une clef de décryptage de la réalité. Quand on est obligé de repasser par la guerre froide pour donner un sens à la droite et la gauche, on ne peut pas suivre les débats politiques. Quand on voit des candidats à la télé, on ne comprend rien. C'est un jeune qui a son bac et qui vote de façon intermittente et qui a des contacts avec la mairie. Il y a un problème d'information et de compréhension. On ne peut pas attendre des jeunes qu'ils s'intéressent au monde institutionnel si on ne leur donne pas des clefs de décryptage du monde institutionnel.

Que pourrait-on faire face à cette situation ? On va regarder du côté des Etats-Unis parce que beaucoup de choses y sont faites. Leur problème avec l'abstention est plus énorme que le nôtre. Le problème est qu'on peut évoluer comme eux. Chez eux, l'abstention de la population et celle des jeunes en particulier a explosé depuis la fin des années soixante. Ils n'arrivent pas à le résoudre durablement. Ils y arrivent ponctuellement, conjoncturellement. A l'occasion de telle ou telle présidentielle, on a un sursaut de participation. Mais globalement l'abstention reste une préoccupation majeure des politistes américains. Aux Etats-Unis beaucoup plus qu'en France, on a la culture de l'expérimentation scientifique. On en a mené pour essayer de trouver des solutions pour lutter contre l'abstention des jeunes. Toutes ces études américaines montrent le rôle essentiel que peut tenir l'école dans la lutte contre le retrait politique. Des études montrent que l'école joue un rôle de stimulation immédiate pour l'inscription sur les listes électorales. Les Etats-Unis comme la France font partie des rares démocraties à avoir une procédure d'inscription contraignante. Leur problème d'inscription est plus important que le nôtre puisqu'un quart des citoyens américains n'est pas inscrit sur les listes électorales. Chez nous, on en est à 7%. Ils se rendent compte que les jeunes qui sont à l'école sont incités par leurs professeurs à s'inscrire sur les listes électorales et que l'école est un levier immédiat en matière d'inscription. Ils utilisent beaucoup le terme de climat de la classe. Le comité d'évaluation des politiques scolaires s'est inspiré de ces travaux en le vidant du contenu qu'il a aux Etats-Unis. Aux Etats-Unis, le climat renvoie au fait que les professeurs dans la classe, j'insiste, en cours, se saisissent d'enjeux de débats d'actualité. Pendant une élection municipale, on se saisit des candidatures, des enjeux des grands débats qui clivent et on en discute en classe avec un professeur qui a un rôle de cadrage des débats, qui incite à l'utilisation d'argumentation. Il va inciter les jeunes à aller chercher de la documentation dans la presse, sur internet pour nourrir leur argumentation. Assumer de faire un débat politique en classe produit des effets à long terme de prise de confiance en soi essentielle pour la prise de parole politique, pour le vote ou autre chose. Pour que les jeunes votent, il faut leur avoir démontré qu'ils pouvaient prendre la parole, qu'ils avaient des choses à dire, que leur parole était écoutée par les autres. Ça produit des effets. Je vais terminer sur le programme « Kids voting USA » qui promeut les missions civiques à l'école, qui touche des millions de jeunes aux Etats-Unis, qui engage des professeurs, des écoles, des bureaux de vote donc des communes et des collectivités américaines et dont les effets ont été évalués dans le cadre de « Field Experiment ». Cette étude montre que ce qui produit des effets structurants de socialisation politique à long terme, ce qui fait voter les jeunes y compris quand l'étude est terminée, c'est d'associer l'école, les familles et l'environnement local à une immersion politique au moment où ont lieu les vraies élections. Pour les enfants qui ont été soumis au programme « Kids voting USA », leurs professeurs au cours des derniers mois de la campagne présidentielle de 2004 ont, dans la classe, assumé des débats politiques. Ils ont incité les jeunes à aller chercher des arguments dans la presse. Ils ont animé des débats. Ils se sont aperçus que, lorsque les jeunes avaient pris la parole en classe et avaient argumenté devant leurs camarades en étant valorisés par leurs professeurs, ils en parlaient à leurs parents avec un effet d'entraînement à l'intérêt pour la politique en famille. On savait que le vote se jouait familialement, mais classiquement c'est un entraînement des parents vers les enfants. On s'est aperçu que ça pouvait jouer dans le sens inverse également et que les effets produits à long terme sont considérables en matière d'habitude prise de prendre la parole et donc de vote jouent plus fort dans les milieux populaires que dans les autres. Ce dispositif est en mesure de lutter contre les inégalités face à la politique dont on parlait tout à l'heure en associant l'école, la famille, la recherche dans les médias.

Cette étude montre qu'organiser des débats à l'école modifie leur rapport aux médias. On ne consomme plus des médias, on va chercher ce qui va nous permettre d'argumenter face à un camarade. Ça change tout. Ça crée un rapport actif aux médias. Ça crée des discussions. Ça explique que ce soit très efficace. Les résultats de cette enquête confortent l'importance de l'école. Ça rentre en cohérence avec des propositions qui émanent d'autres chercheurs américains, notamment Mark Franklin qui est un électoraliste assez connu en France favorable à l'abaissement de la majorité électorale à 16 ans. Quand on voit les chiffres de la participation aux européennes chez nous, on se demande ce que ça va donner à 16 ans. À 16 ans, ils sont encore au lycée, ils sont encore dans les familles, donc à la condition de mettre en place ce type de dispositif, on crée un habitus électoral qui perdure dans le temps. Il est prouvé qu'un gamin qui commence à voter à 18 ans et qui vote plusieurs fois d'affilée (une fois ne suffit pas), vote toute sa vie. Quelque chose se joue à l'adolescence dans les lycées qui produit des effets prouvés par ces expérimentations américaines qui réduisent les inégalités face à l'école. Dans le dernier numéro de l'American political science review, une étude montre que les inégalités face à la politique ne sont pas seulement sociales, elles sont aussi des inégalités de genre. Ce bel article montre qu'à l'adolescence, à 15 ans, les filles sont beaucoup moins porteuses d'une ambition politique que les garçons. Toutes ces études montrent que ça se joue à l'école, à l'adolescence et que seule l'école, en lien avec les familles, peut arriver à changer les choses sur ce plan-là. Le problème est que je ne suis pas sûre que le contexte politique soit favorable à la mise en place de ce type de dispositif dans notre pays. Quand les chercheurs américains montent ces expérimentations, ils ont conscience de la difficulté. Aux Etats-Unis aussi, les professeurs et les parents sont réticents à ce que la politique entre à l'école. Mais ils disent tous que c'est le risque à prendre si on veut lutter efficacement contre l'abstention. Il faut arrêter de se voiler la face. On ne peut pas à la fois se demander ce qu'on va faire contre l'abstention qui est une catastrophe chez les jeunes et les laisser se débrouiller et laisser les inégalités se reproduire. Si on veut lutter contre l'abstention, on a des pistes. On peut tester des dispositifs. Il faut juste la volonté politique. En France, on a reculé sur les ABC de l'égalité alors que de façon indirecte ils rentrent dans ce type de dispositif. On en est à reconnaître à toutes les positions de l'échiquier politique qu'il n'est pas logique que l'école intervienne sur ce sujet-là. C'est la remise en cause de la mission historique et citoyenne de l'école. L'expérience de conseil de vie lycéenne qui donne lieu à de belles proclamations sur la nécessité de l'école de former des citoyens ne donne, dans la réalité, lieu qu'à de tout petits dispositifs. La journée de vote pour les conseils lycéens est demain. Le ministère a essayé d'inciter les proviseurs des lycées à faire une journée pour solenniser l'évènement. Un de mes enfants est en seconde. Je lui ai envoyé un SMS tout à l'heure. Je suis spécialiste du vote, donc ma fille est plutôt familiarisée. Un candidat de terminale est venu leur parler du vote le premier jour. Ils n'ont rien compris à ce que ça représentait. Et depuis, on ne leur en a jamais reparlé. On leur dit d'aller voter demain, mais ils ne savent pas pourquoi. Ce n'est pas comme ça qu'on va réussir à donner le goût de la politique, donner le goût de l'argumentation, de la compréhension de l'autre, donner la confiance en soi qui permet de s'exprimer publiquement, qui permet d'argumenter, de penser le futur de notre communauté. Il y a des réticences. Le contexte n'est pas favorable. Mais à un moment, il faudra clairement dire qu'il y a des choix à faire dans notre société si on veut lutter contre l'abstention.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ) :** Merci beaucoup. Ce portrait n'est pas rose. Il y a des solutions, notamment l'expérience dont vous parlez sur l'immersion politique à l'école. On a pu aussi l'observer au Québec où cette expérience a été mise en place dans certaines écoles et elle a aussi fait ses preuves. On connaît la frilosité des enseignants à aborder cette question notamment au lycée. Au-delà de la volonté politique, c'est aussi la réaction des parents sur l'instrumentalisation des collectivités locales qui accueillent ces établissements. Les parents demandent ce qui se passera si un intervenant dit qu'il faut voter de telle façon plutôt que de telle autre. Et les enseignants n'ont pas envie de se retrouver dans une situation qu'ils auront du mal à gérer. Il y a eu une volonté politique de faire des conseils de la vie lycéenne. Une directive existe depuis des années sur l'expression des lycéens dans les journaux lycéens. On a deux représentants de Jets d'encre qui peuvent nous en parler. Ce n'est pas aussi simple que ça. Un ancien délégué national à la vie lycéenne pourrait nous parler de l'expression des lycéens et de la démocratie lycéenne. Au-delà de la volonté politique, c'est toute une culture qu'il faudrait revoir. Dans la salle, il y a des élus, des responsables territoriaux, des responsables associatifs. Avez-vous des questions ?

**Frédérique Saby, directrice de la mission locale de Vichy :** J'étais très intéressée, attentive. Ça illustre très bien ce que je vis actuellement. La mission locale de Vichy a la chance d'être territoire



expérimental pour la mise en œuvre de la garantie jeunes dont l'objectif est de rendre de l'autonomie aux jeunes. On était dans les dix premières missions locales à partir. On avait une certaine liberté pour monter cet accompagnement intensif sur six semaines et après sur douze mois. Il m'a semblé important que, pendant ces six semaines, dans l'acquisition de cette autonomie, on leur parle de citoyenneté. En effet, je suis d'accord avec vous, je ne vois pas comment on peut être autonome et être un citoyen à part entière si on n'a pas un minimum de clefs. Je ne savais pas dans quoi je mettais les pieds. Je me suis renseignée sur ce qu'on faisait en 4<sup>e</sup> et en 3<sup>e</sup>. Je me suis rendu compte que c'était indigeste. Les jeunes de la garantie jeunes sont tous passés en 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> puisqu'ils ont au minimum 17/18 ans. Ils ont tous eu ces cours d'instruction civique. Je m'en suis inspirée. Je co-anime ces ateliers avec quelqu'un de l'extérieur. On essaye de s'inspirer de la vie de tous les jours, de l'actualité. Notre trame nous permet de dire ce qu'est une démocratie, une république et de mener le débat. Il faut accepter qu'ils débattent entre eux, qu'ils n'aient pas toujours le même point de vue que nous ou entre eux. Il faut arriver à le gérer. Le programme scolaire est fait pour ne pas susciter le débat. On fait l'inverse. On a une demi-journée. Quand on interroge les jeunes à la fin de cette demi-journée, ils nous disent qu'ils ne parlent jamais de ça entre eux. Il serait intéressant pour vous de venir discuter avec eux. Au bout des trois heures, des jeunes nous demandent ce qu'est la gauche et la droite, si voter est une obligation. Ils sont tous quasiment en âge de voter et ne peuvent pas être des citoyens à part entière dans notre société s'ils n'ont pas ces clefs de la façon dont on s'inscrit, de la façon dont ça fonctionne, de qui on élit, de ce que font les institutions. Les trois quarts n'ont aucune idée de ce que font un conseil général, un conseil régional, une mairie. Je ne vois pas comment après on peut leur demander d'aller voter. Ce que vous avez illustré est exactement ce que nous vivons avec des jeunes plutôt en dessous du bac et qui sont sortis du système scolaire et qui sont pourtant pour la plupart passés en 4<sup>e</sup> et en 3<sup>e</sup>.

**Christine Gonnu, vice-présidente du conseil général de l'Ain en charge de la jeunesse :** Nous avons monté un conseil général jeune depuis 2008. Je suis déçue par vos propos sur les différences entre les filles et les garçons avec semble-t-il une mobilisation encore plus difficile pour les filles alors que quand nous organisons notre conseil général jeune, la mobilisation des filles est plus importante. Je les trouve plus engagées. On arrive à avoir un débat avec elles sur la place des filles en politique. Je comprends qu'il faut travailler au lycée et peut-être même donner le vote à 16 ans pour qu'ils commencent à voter quand on les accompagne. Ne pourrait-on pas commencer plus tôt ? Je suis souvent intervenue dans des écoles, des collèges pour présenter mes fonctions. Il y a de l'intérêt quand ils peuvent échanger avec nous directement même si c'est en dehors des élections. Commencer plus tôt peut-il avoir un entraînement sur les filles et l'âge ?

**Céline Braconnier, professeure des universités en sciences politiques à l'université de Cergy-Pontoise et à Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye :** La socialisation politique se fait très tôt. Peu de gens travaillent sur ce sujet. Annick Percheron qui a écrit dans les années 80 a montré que ça commençait à l'école primaire. Plus on commence tôt, mieux c'est. Déjà si on arrivait à mettre en place quelque chose d'assez fort et structuré à partir de la 3<sup>e</sup> et au lycée, ce serait pas mal. L'article dont je vous parlais porte sur les Etats-Unis. Il y a 10 points de différence d'ambition pour les femmes. On demande aux filles comment elles se positionnent pour changer le monde. Les filles répondent plus qu'elles vont aider les autres dans un cadre associatif. Les garçons disent qu'ils vont se présenter à un mandat électoral. Cette répartition filles/garçons avec une grande différence est intéressante.

**Christine Gonnu, vice-présidente du conseil général de l'Ain en charge de la jeunesse :** Elles ont aussi les postes d'adjointes au social et les maires sont des hommes. On le retrouve souvent.

**Céline Braconnier, professeure des universités en sciences politiques à l'université de Cergy-Pontoise et à Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye :** C'est la tradition. En France, l'octroi du droit de vote aux femmes a été assez tardif. La distribution genrée des rôles, la politique aux garçons et la maison aux filles est encore très importante. Dans le milieu populaire, c'est une catastrophe. La distribution des rôles est très traditionnelle. Les femmes disent très souvent qu'elles n'y connaissent rien et qu'elles vont demander à leur mari. Ça existe encore. On a des données intéressantes sur ce sujet. Les seules femmes qui s'intéressent et votent autant que leur mari sont celles qui sont aussi diplômées, voire plus que lui. Il y a une inversion. On espère que ça peut changer, que les effets de ce qui est en train de se modifier aujourd'hui se produiront dans 20 ans.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ) :** L'émancipation y compris électorale passe par les diplômés.

**Gilles Pradeau :** Je réalise un documentaire sur les budgets participatifs en Europe. Vous avez parlé de la perte de repères entre la droite et la gauche. Je vais faire de l'humour, mais même au parti socialiste ils ne savent plus s'ils sont de droite ou de gauche. Cette année, je n'ai tourné que dans un seul lycée en France. Mais l'an dernier, j'ai fait des repérages dans quatre lycées différents pour voir comment les débats étaient organisés lors du vote des budgets par les élèves. Dans les quatre lycées, il y avait de grandes différences en fonction de la participation des chefs d'établissement, de la manière dont ils percevaient cette innovation démocratique qui permet de faire une vraie éducation politique. Certaines fois, il y avait une vraie réticence à organiser un débat contradictoire, voire à faire la publicité de l'évènement. Il y a des détails comme le moment de la réunion. A 18 heures, ou pendant une journée banalisée, ça change du tout au tout. Comme vous le disiez, il y a pas mal de travail à faire sur ces questions-là.

**Céline Braconnier, professeure des universités en sciences politiques à l'université de Cergy-Pontoise et à Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye :** La circulaire ministérielle vient après une évaluation du dispositif menée avec une enquête auprès des élèves l'année dernière. Dans la circulaire, il est dit qu'on ne peut pas sanctionner un élève qui loupe un cours pour aller voter. On en déduit que des proviseurs sanctionnaient les élèves pour leur participation à l'élection au conseil de la vie lycéenne. Ça dit le peu d'appropriation par certains acteurs. Je suis d'accord avec vous. Sur le terrain, il y a une très grande diversité dans l'appropriation. Le détail du dispositif lui-même est particulier. Par exemple, on explique qu'une heure par an doit être consacrée à l'explicitation de ce qu'est le conseil de la vie lycéenne. En revanche il y a une prise en charge de la formation des représentants. A l'intérieur même du lycée, les représentants vont être formés, ils vont apprendre à argumenter, à faire un compte rendu, toutes choses intéressantes qui pourraient profiter aussi aux représentés. Avec la mise en place de ce dispositif, on recrée des espèces de coupures. On le met en place dans les lycées ce qu'on dénonce dans le fonctionnement démocratique actuel, une trop grande professionnalisation de la vie politique, une trop grande coupure entre les représentants et les représentés où on va chercher une partie des raisons de l'abstention. En dehors du fait que ce dispositif n'est ni approprié, ni accepté par plein d'acteurs, il y a dans le dispositif lui-même des choses un peu étonnantes.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ) :** On a ça aussi dans la formation des délégués dans les collèges et les lycées. Les thèmes abordés pourraient intéresser l'intégralité des élèves des établissements.

**Céline Braconnier, professeure des universités en sciences politiques à l'université de Cergy-Pontoise et à Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye :** Aujourd'hui, il n'y a pas besoin du conseil de la vie lycéenne, les jeunes qui ont été élus deux fois délégués de classe votent, sont prédisposés à s'engager, à participer à des manifestations. On continue d'alimenter une toute petite minorité qui aura des compétences, comprendra. Et on demande aux autres d'aller voter sans comprendre pourquoi.

**Thomas Rogé :** J'ai été le premier délégué national à la vie lycéenne. J'ai été chargé en 2000 de mettre en place les conseils de vie lycéenne dans l'ensemble des lycées. Je suis aujourd'hui chef de la mission jeunesse de la ville de Paris. Vous parlez de l'importance du rôle de l'école et du rôle qu'elle ne remplit pas dans cette construction, dans cette éducation au processus démocratique. Ça va même plus loin. Il y a une anti éducation à la démocratie. Les processus de rapport de domination au sein de l'école sont asymétriques. Le sachant, le maître, le chef d'établissement, l'élève qui exécute sont néfastes à l'apprentissage de l'autonomie, de la participation et de la capacité à agir et à prendre ses propres décisions. Il y a des choses qui sont de l'ordre du symbolique particulièrement important. Aujourd'hui si on faisait une enquête très poussée pour savoir quelle urne on utilise pour l'élection des délégués de classe, on verrait qu'une fois sur deux c'est une casquette quand ce n'est pas la poubelle de la classe. Sur le plan symbolique, c'est extrêmement important. Quand on a mis en place les conseils de vie lycéenne en 2000, on a constaté que la culture du fait démocratique, du droit, de tout ce qui était autour de l'organisation de vraies élections n'était absolument pas partagé par le personnel de l'éducation nationale. On a appris à des chefs d'établissement, à des inspecteurs à calculer des pourcentages de participations aux élections, à savoir comment prendre en compte des bulletins nuls, blancs et comment faire remonter des statistiques fiables. Les gens ne savent pas. Si vous prenez

l'exemple des Etats-Unis pour montrer des choses qui peuvent aller dans un sens plus intéressant sur l'éducation au fait démocratique, c'est peut-être parce qu'aux Etats-Unis dans les rapports sociaux notamment au sein de l'école le droit a une part beaucoup plus importante. Le droit de la vie scolaire aux Etats-Unis, on peut dire que c'est positif ou négatif, est très jurisprudentiel. Enormément de cas ont été traités par les tribunaux sur le respect du droit des élèves, sur la constitutionnalité d'un certain nombre de décisions prises par rapport à la liberté d'expression, aux droits fondamentaux qui existent aux Etats-Unis. En France, l'école est mise en défaut sur le simple respect du droit. Vous êtes un élève qui fait l'objet d'une procédure disciplinaire qui mène à votre exclusion, si vous avez un peu d'argent vous vous faites accompagner par un avocat, vous avez toutes les chances d'entraîner la nullité de la procédure puisque les trois quarts du temps les chefs d'établissement n'ont pas respecté les règles. Quand un journal lycéen est censuré et interdit par un chef d'établissement et qu'il a les moyens parce qu'il est dans un réseau militant de porter plainte et de faire un recours devant le tribunal administratif sur la décision du chef d'établissement, il gagne en première instance et en appel. C'était Ravillac à Henri IV il y a quelques années. C'est aussi ça qui fait qu'à l'école on n'est pas capable de mettre en place les processus de la vie de tous les jours où le droit régit une certaine symétrie dans les rapports de pouvoir entre les individus. C'est aussi montrer à quoi ça sert. Etre délégué de classe, à part faire le compte rendu du conseil de classe et se faire sortir en général du conseil de classe contrairement à toutes les règles, ça ne sert pas à grand-chose. Les conseils de vie lycéenne ne servent pas à grand-chose. Avec ces instances, on fait des contre exemples. On dégoûte les gens de la pratique du processus démocratique. Vous parliez de la fameuse journée citoyenne organisée tous les trois ans parce qu'on essaie de revivifier le machin qui ne marche plus. Au Québec, les élections scolaires sont organisées en ce moment même. Comparez les campagnes des élections scolaires du Québec et les campagnes des élections tartignoises faites par le ministère de l'Education nationale en France. Ça montre la place que donne l'institution scolaire à ce type de pratiques dans ses murs.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ) :** Merci Thomas pour ce témoignage encourageant !

**Céline Braconnier, professeure des universités en sciences politiques à l'université de Cergy-Pontoise et à Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye :** L'articulation à l'extérieur est très importante. Quand vous parlez de l'utilité, je suis complètement d'accord. Tout ce qui est fait aux Etats-Unis montre la nécessité, si on veut entraîner les enfants, qu'il faut qu'ils expérimentent pour avoir des ressources pour intervenir dans la vraie vie. Si le « Kids voting » marche, c'est qu'ensuite dans un débat avec leurs parents, avec des adultes qui votent vraiment ils s'en sortent, ils sont écoutés, ils occupent la position de quelqu'un qui peut prendre la parole et qui peut convaincre. Ils montrent aussi qu'il est important que le prof amène à l'école dans la salle de classe des enjeux extérieurs, que ce qui est dit dans la salle de classe soit discuté dans la salle à manger, de faire sortir les enfants de la classe. Ceux qui ont fait ce programme participent aux campagnes de porte-à-porte « Gate out and vote » aux Etats-Unis pour aller faire voter des adultes. Ça a aussi un effet très bénéfique, quand on n'a pas l'âge de voter, d'aller sur le terrain faire du porte-à-porte et d'expliquer aux grands pourquoi ils devraient aller voter. Il n'y a pas la perméabilité qu'il y a en France entre l'école et le reste du monde.

**Pascal Jarry, ville de Toulouse :** Comment nous, collectivités, avec ce monde de l'Education nationale, pouvons-nous inventer des choses pour entrer dans la boucle ? Comment nous, collectivités locales, nous adressons-nous aux délégués de classe ? Ils sont légitimes. Je fais un parallèle exprès très loin avec les questions de développement économique, notamment avec les fermetures d'entreprises. Les délégués du personnel sont des interlocuteurs des collectivités territoriales y compris pour les plans sociaux. Les délégués de classe, ils sont mineurs j'oubliais, ne sont pas nos interlocuteurs. Il y a là peut-être un objet de travail à creuser. Dans la vie étudiante, on a les élus du CROUS. On travaille sur le dedans dehors. On peut avoir les VP étudiants des universités, les associations étudiantes pour travailler. Il s'agit des délégués de classe des collèges et des lycées. Si politiquement, les collectivités considèrent qu'ils sont des acteurs engagés dans la vie et la ville, les collèges et lycées sont des acteurs de la vie et la ville et ce sont souvent nos habitants, on a peut-être des choses à inventer de rencontres avec l'échelon ville avec les délégués de classe. C'est une piste à ouvrir pour redonner du sens à la fonction de délégué de classe.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ) :** Y compris avec les représentants dans les conseils d'administration des collèges et

lycées où il y a des représentants avec la difficulté qu'on connaît d'exister dans une instance comme celle-ci.

**Christine Gonnu, vice-présidente du conseil général de l'Ain en charge de la jeunesse :** Dans votre présentation, vous avez parlé des municipales où on avait jusqu'à présent une participation plus forte à cause des campagnes où vous dites qu'il est difficile d'assumer son abstention. En tant qu'élue locale, je croyais que c'était parce qu'ils connaissaient l' élu, qu'on était plus proches et qu'ils venaient voter. Est-ce aussi une raison ? Faudrait-il aller vers l'obligation de voter. Quelle est votre position ?

**Céline Braconnier, professeure des universités en sciences politiques à l'université de Cergy-Pontoise et à Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye :** Sur la participation plus forte dans les campagnes, il y a aussi le type d'élection. On n'a pas le même rapport à l' élu. Il est plus personnalisé. Les projets sont d'ordre différent. Ils sont mieux connus et font l'objet d'une appropriation plus forte, mais pas seulement. J'insiste sur le fait que ce n'est pas seulement ça. Les mécanismes d'entraînement fonctionnent à plein et la pression sociale, la peur d'être identifié comme abstentionniste joue beaucoup plus fortement dans une structure communautaire villageoise notamment. Sur le vote obligatoire, je n'ai pas de position de principe. J'ai regardé de très près le système brésilien qui, grâce au vote obligatoire, fait voter les milieux populaires et les très jeunes des milieux populaires. En effet au Brésil, on peut voter à partir de 16 ans. C'est facultatif de 16 à 18 ans et obligatoire à partir de 18 ans. Les jeunes de 16 ans votent. Au Brésil, on est sanctionné même quand on s'abstient. Il faut une excuse. On est obligé de faire la queue dans un bureau de vote pour se faire excuser sinon on paie une amende. Le vote obligatoire est efficace. Il présente des vertus pas seulement contraignantes sur les électeurs. Il présente des vertus du côté de l'offre. En effet, c'est un peu dérangeant de se dire que les gens votent parce que c'est obligatoire. Le côté positif est que les élus sont obligés de s'adresser à tout le monde. Quand on est sûr que les gens, quels que soient leur niveau de richesse, leur capacité à prendre la parole dans une réunion, vont voter, ça modifie le rapport aux électeurs. Ça produit aussi du clientélisme non dissimulé. Je ne suis pas une spécialiste de cette question. Quand j'ai fait une enquête dans un quartier très pauvre des environs de Brasilia où les électeurs avaient négocié du tout-à-l'égout dans un quartier. C'est un vote communautaire, un vote en échange d'un service public. C'est du clientélisme pour les spécialistes. Mais n'est-ce pas la défense des intérêts des plus pauvres dont les intérêts ne sont pas défendus quand ils ne votent pas, quand le vote n'est pas obligatoire ? Je suis très partagée. Je ne suis pas une spécialiste de cette question. Je pense que c'est une catastrophe si on est obligé d'en arriver là et qu'il y a des choses à faire avant. Ce qui est intéressant dans le vote obligatoire est qu'il a des effets contraignants sur les candidats qui ne sont pas inintéressants.

**Fabien Collier, conseil général du Nord, chargé de mission :** Il y a quand même des expériences positives qui se font. Je voudrais rappeler la journée citoyenne pour les services civiques où il y a une information sur le droit de vote. Dans le département du Nord, on est en train de développer un parcours pour les jeunes pris en charge par l'ASE qui se termine par le droit de vote. Il suffit parfois de rappeler l'histoire, les balbutiements du droit de vote universel pour les hommes, puis pour les femmes, le droit de vote censitaire. Ça recule le droit de vote dans l'histoire. Et ça permet de réinscrire certains jeunes qui n'ont pas de conscience politique parce qu'ils n'ont pas de famille dans un mouvement de libération.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ) :** C'est une toute petite touche d'espoir pour terminer cette conférence. Le département du Nord est mis en avant dans la politique jeunesse.

**Céline Braconnier, professeure des universités en sciences politiques à l'université de Cergy-Pontoise et à Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye :** Je veux réagir à ce que vous dites sur l'importance du vote. Parfois, je suis assez méfiante face au discours qui aujourd'hui met en concurrence les dispositifs de démocratie participative et le vote. Cela dissimule en partie le problème de l'abstention. On ne fera jamais participer à des dispositifs de démocratie participative autant de gens que ceux qui peuvent voter et qui devraient voter dans notre société. Il faut faire très attention. Certes on a besoin de renouveler les mécanismes de prise de décision, de produire une démocratie renouvelée par d'autres formes de participation. Mais le vote reste essentiel parce qu'il y aura toujours une partie de la population qui ne participera pas aux réunions, qui n'aura pas le temps, qui n'aura pas les ressources cognitives, scolaires. Donc le vote reste un trésor à préserver.

**Fabien Collier, conseil général du Nord, chargé de mission** : On peut également s'interroger sur la représentativité. Je m'adresse à l'ANACEJ. Je suis toujours très surpris par les conseils municipaux, départementaux ou régionaux de jeunes et d'enfants où les limites d'âge vont au-delà de 18 ans. C'est un peu choquant. Après 18 ans, on vote, on peut se faire élire sur les listes adultes.

**Frédéric Pairault, délégué général de l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ)** : On aura très probablement l'occasion d'en discuter juste après parce que vous ouvrez un débat important. La démocratie participative et la démocratie locale ne s'adressent pas qu'aux mineurs. Les jeunes majeurs sont aussi en capacité d'avoir des espaces d'expression dans le cadre de la démocratie locale et de la démocratie participative. Cela n'empêche pas par ailleurs de se présenter sur des listes électorales. La démocratie locale et le vote sont très complémentaires. Que se passe-t-il entre les deux moments où on vote ? On peut continuer à participer à la vie d'un territoire dans le cadre outils de démocratie locale. Je vous remercie.